

DIVISION POLITIQUE II

s.B.32.32.Liban - SI/RJ

Berne, le 26 mai 1990

CONFIDENTIELNOTE AU CHEF DU DEPARTEMENT

Otages CICR :

Ma rencontre avec Yasser Arafat (A),
Genève, 25.5.1990

A me reçoit en fin d'après-midi durant un petit quart d'heure à l'Intercontinental. Son "Ambassadeur" à Genève Ramlawi est présent à l'entretien qui se déroule dans une très bonne atmosphère. Je saisis l'occasion pour exprimer à A la préoccupation qu'inspire au Conseil fédéral la situation présente en Israël et dans les territoires occupés - objet de la réunion ce même jour du Conseil de sécurité à Genève. Mention de la déclaration du Conseil fédéral du 23 mai 1990 qu'A apprécie.

Concernant nos otages, les propos d'A peuvent se résumer comme suit :

1. Le plus important pour A est qu'ils soient en vie et toujours au Liban. A me dit disposer de moyens de le contrôler en tous temps.
2. Mon interlocuteur réitère sa thèse connue selon laquelle deux groupes - le FCR d'Abou Nidal et une branche de l'Hezbollah - sont responsables du rapt. Le groupe d'Abou Nidal connaît lui-même de graves dissensions en son sein (quelque 250 dissidents de son groupe ont été tués récemment sur ses ordres) ce qui complique les choses.

- 2 -

3. A poursuit ses efforts en les concentrant principalement sur le Colonel Khadafi qui - à ses dires - demeure sinon le seul, du moins l'un des rares leaders à pouvoir nous aider. Il s'est entretenu à plusieurs reprises avec le Chef d'Etat libyen au sujet de nos otages et ne saurait trop nous inciter à oeuvrer dans la même direction.

J'apprends alors à A que le Président de la Confédération s'est récemment adressé à Khadafi (sa lettre du 17.5.1990) : A s'en félicite ("it is the right thing to do") et promet d'en tirer argument lors de sa prochaine rencontre avec le Colonel (Sommet de Bagdad ?)

4. A la constatation que nous croyons pouvoir faire au DFAE (et au CICR), selon laquelle l'affaire est quelque peu bloquée actuellement, A rétorque qu'il n'en est rien.

Et A de me dire confidentiellement qu'il tente actuellement de s'entremettre entre Khadafi et Habré pour résoudre le différend tchado-libyen (libération des prisonniers libyens dont s'occupe aussi le CICR). Si sa médiation devait réussir - poursuit A - et Khadafi devenir son obligé, il (A) entendait bien obtenir du Colonel nos deux otages comme "prix" de ses efforts.

J'en profite pour affirmer sans ambages que, pour sa part, le Gouvernement suisse (comme le CICR) ne payera aucune rançon et ne se soumettra à aucune autre condition pour la libération de Christen et Erriquez. Ce que A sanctionne d'un "avec Khadafi, vous pouvez être absolument certain qu'il n'y aura pas de condition".

5. L'entretien se termine par des chaleureux remerciements qu'A me prie de transmettre au Conseil fédéral pour avoir permis et organisé la venue à Genève du Conseil de sécurité.
6. Commentaires : Si les propos de A ne nous révèlent rien de bien nouveau, ils ne témoignent pas moins de la disponibilité

du Chef palestinien de continuer à nous prêter son concours. Ceci dit, A ne mentionne jamais son engagement personnel et direct dans l'affaire, mises à part ses interventions auprès de Khadafi.

7. Dès après l'entretien, je fais savoir à Presse et Information (M. Pache) ce qui peut être dit à la presse, sur la demande de celle-ci, à propos de ma rencontre avec A. Points forts à souligner : grande compréhension d'A - disponibilité OLP - otages en vie au Liban.

8. J'informe également le Président Sommaruga (CICR) du déroulement de l'entrevue, ce dernier devant rencontrer A le même jour à 21h.

9. M. Pasquier (CICR) m'informe à 23h de la rencontre précitée. Les propos d'A ont la même teneur. A a suggéré au Président Sommaruga de solliciter une rencontre avec le Colonel Khadafi. Le CICR suivra ce conseil.

A propos de la médiation palestinienne dans l'affaire tchadienne et à en croire A, celui-ci n'aurait pas entièrement satisfait Khadafi (qui, en plus de ses prisonniers, exige la restitution du matériel saisi par les Tchadiens). A va poursuivre ses efforts, mais il ne mentionne pas, à l'endroit de Sommaruga, le "prix" qu'il m'a dit vouloir exiger de Khadafi. Le CICR estime aussi que nous pouvons continuer à compter sur la bonne volonté d'A et que les efforts principaux doivent se concentrer sur Tripoli.

M. Pasquier se rend cette semaine à Beyrouth pour y rencontrer Kanan (Chef du SR syrien au Liban).



Simonin

- 4 -

Copies : - Secrétariat du Chef du Département
- JAC/SRU
- SI/CFR